

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2742>



Brésil : dérive réactionnaire et menace fasciste

- International -

Date de mise en ligne : mardi 29 janvier 2019

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

« Je n'ai jamais été seul, j'ai toujours senti la présence de Dieu ». Voici les premiers mots prononcés par le nouveau Président du Brésil à l'annonce de sa victoire électorale, le 28 octobre, après avoir prié devant les caméras aux côtés d'un pasteur évangéliste.

Le désastre annoncé a donc eu lieu : pour cette huitième élection depuis la fin de la dictature, en 1985, l'ex-capitaine Jair Bolsonaro vient de conquérir l'exécutif du plus grand pays latino-américain et de la 7e puissance économique mondiale (avec 209 millions d'habitants). Il a réussi à rafler plus de 55 % des suffrages (58 millions des voix valides), soit presque 10 millions de plus qu'au premier tour, suite à une campagne axée sur un discours fascisant, marqué par les provocations racistes, misogynes et homophobes. Son « fonds de commerce » a été son hostilité envers le Parti des travailleurs (PT), centre gauche au pouvoir de 2002 à 2016, tout en qualifiant de « terroristes » les militants des mouvements populaires, notamment les sans-terre, les sans-toits et les syndicalistes. Partisan de la libéralisation des armes, de la militarisation des favelas, admirateur de Trump, il s'est construit une image de candidat antisystème et anticorruption. Sa campagne financée, sans aucun contrôle, par de grands groupes capitalistes(1) a aussi été celle des fake-news et d'un usage massif des réseaux sociaux contre son adversaire du PT, Fernando Haddad.

Les premiers noms du futur gouvernement confirment une combinaison de néolibéralisme et d'autoritarisme. C'est l'ultralibéral Paulo Guedes qui sera à la tête d'un super-ministère de l'économie. Il est une garantie pour la grande bourgeoisie et a annoncé son souhait de privatiser la quasi-totalité des entreprises encore publiques et de démanteler le système de retraites. À la tête du gouvernement, on retrouvera une figure de la droite dure « traditionnelle », Lorenzoni. Et à plusieurs postes clés devraient s'installer des représentants de l'agrobusiness et des militaires, dont le général Augusto Heleno à la Défense. Enfin, le juge conservateur « anti-corruption » Sergio Moro a accepté le ministère de la Justice. Moro n'est autre que le magistrat qui a mis derrière les barreaux l'ex-président Lula pour « corruption passive », sans preuves à ce jour, alors que le leader du PT était largement en tête dans tous les sondages... Bolsonaro n'a cependant pas de majorité au Congrès (où domine néanmoins la droite, même si le PT reste la première force).

Organiser une résistance large et populaire

L'ascension fulgurante de cet obscur député d'extrême-droite montre la décomposition sociale en cours au Brésil. Bolsonaro a réussi à mobiliser les classes dominantes et la petite bourgeoisie, les hommes blancs et urbains, avec le soutien des puissantes églises évangélistes, mais aussi de larges pans de l'électorat populaire et les régions industrialisées et ouvrières. Ce pourrissement a eu pour

point de cristallisation le coup d'Etat parlementaire organisé par la droite contre la présidente Dilma Rousseff, en 2016. Mais la logique de « dédagisme » traverse désormais tout le champ politique, d'où l'effondrement de la droite traditionnelle. Ceci avec pour contexte une crise économique historique et alors que les inégalités, déjà abyssales, se renforcent. Les scandales de corruption, à répétition, ont accentué ce sentiment de rejet.

Et le bilan du PT au pouvoir a une responsabilité évidente dans cette tragédie : après avoir promu une politique essentiellement assistancialiste envers les plus pauvres, de conciliation avec le capital, le parti de Lula a largement démobilisé la CUT et les mouvements sociaux, refusant jusqu'au bout l'affrontement. Le parti a aussi suscité la désillusion en s'adaptant au système et participant à la corruption.

Néanmoins, les derniers mois de campagne ont montré que des secteurs populaires et de la jeunesse refusent la montée du fascisme, multipliant les formes d'auto-organisation. Et si Haddad a pu capter plus de 47 millions de voix (44,8 %), les votes blancs, nuls et les abstentions ont atteint le record de 42 millions d'électeurs et électrices. Dans un pays qui a connu parmi les plus puissants mouvements sociaux de l'Amérique Latine, il y a là un énorme potentiel de résistance. Sur le plan syndical, l'objectif est de relancer un mouvement combatif, autonome et unitaire. Ainsi que le déclarait le 29 octobre la centrale syndicale CSP-Conlutas, il s'agit de forger « la plus grande unité d'action contre les atteintes à nos droits et à la défense des libertés démocratiques. Le combat ne fait que commencer ».

Franck Gaudichaud

1) Dont le magnat Abílio Diniz, par ailleurs l'un des actionnaires du groupe Carrefour.